ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice le 7 mai 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent modifiant les attributions du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et instituant une commission paritaire consultative auprès de ce comité, a donné en sa séance du 10 mai 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7 Mei 1949 door de Minister van Justitie verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende wijziging van de bevoegdheden van het Regelingscomite der gerechtelijke politiën der parketten en tot instelling van een paritaire commissie van advies bij dit regelingscomite, heeft ter zitting van 10 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

Article unique.

Pour des raisons de concordance générale, le Conseil d'Etat propose la suppression de cet article unique et la mention de l'abrogation dans un article placé à la fin du projet.

*
* *

Article 2.

Les mots "Sous réserve des attributions de la Commission consultative paritaire" semblent se rapporter uniquement à l'alinéa 1er; telle n'est pas la pensée du gouvernement. Il serait préférable de rédiger le texte comme ci-après:

*
* *

Article 8.

Il semble illogique de dire que la Commission paritaire donnera son avis au Ministre alors qu'elle est instituée auprès du Comité régulateur. C'est pourquoi il serait préférable de supprimer les mots "au Ministre de la Justice". Il faut observer, du reste, que le Ministre sera toujours avisé de l'avis de la Commission puisqu'en vertu de l'article 10 un exemplaire du procès-verbal des délibérations lui est transmis.

*
* *

Le Conseil d'Etat propose en outre, pour des raisons de concordance générale, les modifications de forme contenues dans le texte proposé ci-après:

.../...

ARRETE DU REGENT MODIFIANT LES ATTRIBUTIONS DU COMITE REGULATEUR DES POLICES JUDICIAIRES DES PARQUETS ET INSTITUANT UNE COMMISSION PARITAIRE CONSULTATIVE AUPRES DE CE COMITE.

=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par la loi du 21 août 1948;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1927 créant un Comité régulateur des polices judiciaires des parquets modifié par les arrêtés royaux des 29 mai 1929 et 2 décembre 1935;

Considérant que l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat n'est pas applicable au personnel de la police judiciaire;

Considérant qu'il importe de donner aux membres de ce personnel les mêmes garanties qu'aux agents de l'Etat et de leur permettre d'exprimer en toute liberté leur avis sur les problèmes qui dominent leur carrière;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,
NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE I.

Du Comité régulateur des polices judiciaires près les parquets.

Article 1er.-

Il est institué, auprès du Ministère de la Justice, un Comité régulateur des polices judiciaires des parquets.

.../...

Article 2.-

Sous réserve des attributions de la Commission consultative paritaire instituée près le Comité régulateur, celui-ci exerce les attributions suivantes: il prépare les projets d'arrêtés généraux concernant les polices judiciaires et les laboratoires de photographie des parquets;

il règle, sous l'approbation du ministre, toutes les questions relatives au mode de travail de ces services;

il donne son avis sur les nominations, promotions, augmentations de traitement et déplacements du personnel de ces services ainsi que sur les distinctions honorifiques à lui accorder;

il donne son avis sur l'application des peines disciplinaires prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 3 avril 1929.

S'il est appelé à donner son avis sur une proposition de déplacement d'office dans l'intérêt du service, il entend l'intéressé.

Article 3.-

Sont membres de ce Comité:

1° les procureurs généraux près les trois cours d'appel;

2° le chef du service du Ministère de la Justice auquel ressortit l'administration des polices judiciaires et des laboratoires de photographie des parquets;

3° les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance d'Anvers, de Bruges, de Bruxelles, de Charleroi, de Gand, de Liège, de Mons et de Namur.

Article 4.-

Le Comité régulateur est présidé par le procureur général le plus ancien.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bruxelles et,

.../...

à son défaut, par un membre du Comité désigné par le président.

Article 5.-

Le Ministre de la Justice ou le Comité régulateur peuvent appeler des magistrats, des fonctionnaires, des officiers et agents judiciaires à participer aux travaux.

Article 6.-

Le Comité régulateur se réunit au moins une fois tous les trimestres sur invitation du Ministre de la Justice.

Pourvu qu'il ait été régulièrement convoqué, le Comité régulateur délibère, quel que soit le nombre des membres présents.

Article 7.-

Le Ministre assiste, lorsqu'il le juge convenable, aux réunions du Comité régulateur; en ce cas, il le préside.

CHAPITRE II.

De la Commission paritaire consultative près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets.

Article 8.-

Il est institué près le Comité régulateur des polices judiciaires des parquets une Commission paritaire consultative.

La Commission délibère et donne son avis sur les question relatives aux intérêts matériels et professionnels des membres des polices judiciaires.

Tout conflit de compétence entre le Comité régulateur et la Commission est tranché par le Ministre de la Justice.

Article 9.-

La Commission se compose :

1° d'un président désigné par le Ministre de la Justice parmi les magistrats de la Cour ou du Parquet de cassation;

.../...

2° de six assesseurs dont trois sont choisis par le Comité régulateur parmi ses membres et trois par la Fédération nationale des membres de la police judiciaire des parquets, à savoir un commissaire en chef, un officier commissaire et un inspecteur judiciaire principal ou un inspecteur judiciaire; leur mandat est de deux années; il est renouvelable;

3° d'un secrétaire désigné par le Ministre de la Justice;

4° d'un président suppléant désigné comme il est prévu au 1° et de membres suppléants désignés de la manière et pour la durée prévues au 2°.

Article 10.-

La Commission soumet au Ministre de la Justice le projet de l'ordre du jour de ses séances. Le Ministre arrête cet ordre du jour et délégue au président le soin de fixer la date des séances.

Les avis de la Commission sont donnés à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la proposition est rejetée. Le président et le secrétaire n'ont pas voix délibérative.

Les délibérations font l'objet d'un procès-verbal dont un exemplaire est transmis au Ministre. Mention est faite au procès-verbal du nombre de votes émis pour ou contre chaque proposition.

Les décisions prises par le Ministre sont portées à la connaissance de la Commission. Lorsque le Ministre ne suit pas l'avis de la Commission il en fait connaître les motifs.

Article 11.-

La Commission peut obtenir de l'administration toute documentation de nature à faciliter l'examen des affaires portées à l'ordre du jour.

.../...

CHAPITRE III.

Disposition commune.

Article 12.-

Les membres du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets et de la Commission paritaire consultative auprès du Comité régulateur n'ont droit à aucune rétribution; ils reçoivent les indemnités normales de déplacement et de séjour.

Article 13.-

L'arrêté royal du 26 septembre 1927 créant un Comité régulateur des polices judiciaires des parquets, modifié par les arrêtés royaux des 29 mai 1929 et 2 décembre 1935, est abrogé.

Article 14.-

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Justice,

Enig artikel.

Met het oog op de algemene overeenstemming, stelt de Raad van State voor dit enig artikel weg te laten en de opheffing te vermelden in een artikel, dat aan het slot van dit ontwerp zou komen te staan.

*
* *

Artikel 2.

De woorden "Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies" staan blijkbaar alleen op alinea 1 ; zo bedoelt de regering het niet. Het ware beter de tekst te laten luiden als volgt :

*
* *

Artikel 8.

Het lijkt onlogisch te zeggen dat de paritaire commissie de Minister van advies zal dienen, dan wanneer zij bij het regelingscomité is opgericht. Daarom zouden de woorden "de Minister van Justitie" best worden weggelaten. Men dient trouwens op te merken dat de Minister steeds kennis van het advies der Commissie zal hebben, vermits krachtens artikel 10 **hen** een exemplaar van het proces-verbaal der beraadslagingen wordt overgemaakt.

*
* *

De Raad van State stelt bovendien, met het oog op de algemene overeenstemming, vormwijzigingen voor, die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen :

.../...

BESLUIT VAN DE REGENT TOT WIJZIGING VAN DE BEVOEGDHEDEN VAN HET COMITE TOT REGELING VAN DE GERECHTELIJKE POLITIE BIJ DE PARKETTEN EN TOT OPRICHTING VAN EEN PARITAIRE COMMISSIE VAN ADVIES BIJ DIT REGELINGSCOMITE.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 7 April 1919 tot instelling van rechterlijke officieren en agenten bij de parketten, zoals zij is gewijzigd bij de wet van 21 Augustus 1948;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 September 1927 houdende oprichting van een Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, zoals het is gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 Mei 1929 en 2 December 1935;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel, niet toepasselijk is op het personeel van de gerechtelijke politie;

Overwegende dat het geboden is aan de leden van dit personeel dezelfde waarborgen te geven als aan het Rijkspersoneel en hen in de mogelijkheid te stellen in alle vrijheid hun advies uit te brengen over de vraagstukken die hun loopbaan beheersen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

.../...

HOOFDSTUK I.

Van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Artikel 1.-

Bij het Ministerie van Justitie is een Comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten opgericht.

Artikel 2.-

Onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire Commissie van advies, opgericht bij het regelingscomité, oefent dit laatste de volgende bevoegdheden uit; het bereidt de ontwerpen voor van algemene besluiten betreffende de gerechtelijke politie en de laboratoria voor fotografie der parketten ;

het regelt, onder de goedkeuring van de Minister, al de kwesties betreffende de werkwijze van die diensten ;

het brengt advies uit over de benoemingen, bevorderingen, weddeverhogingen en overplaatsingen van het personeel dezer diensten alsmede over de aan dit personeel te verlenen eretekens.

het brengt advies uit over de toepassing der bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 April 1929 bepaalde tuchtstraffen.

Wanneer het verzocht wordt advies uit te brengen over een voorstel tot overplaatsing van ambtswege, in het belang van de dienst, hoort het de betrokkene.

Artikel 3.-

Zijn lid van dit Comité :

1° de procureurs-generaal bij de drie Hoven van beroep ;

2° het hoofd van de dienst van het Ministerie van Justitie tot wiens bevoegdheid het beheer van de gerechtelijke politie en van de laboratoria voor fotografie der parketten behoort ;

.../...

3° de procureurs des Konings bij de rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen, te Bergen, te Brugge, te Brussel, te Charleroi, te Gent, te Luik en te Namen.

Artikel 4.-

De procureur-generaal die de meeste dienstjaren telt is voorzitter van het Regelingscomité.

Het ambt van secretaris wordt waargenomen door de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel en, bij dezes ontstentenis, door een lid van het Comité aangewezen door de voorzitter.

Artikel 5.-

De Minister van Justitie of het Regelingscomité kan leden van de magistratuur, ambtenaren, gerechtelijke officieren of agenten ontbieden om aan de werkzaamheden deel te nemen.

Artikel 6.-

Het Regelingscomité vergadert tenminste éénmaal ieder kwartaal, op uitnodiging van de Minister van Justitie.

Mits het Regelingscomité regelmatig werd bijeen geroepen, beraadslaagt het, welk ook het aantal der aanwezige leden zij.

Artikel 7.-

Wanneer hij het gewenst acht, woont de Minister de vergaderingen van het Regelingscomité bij; in dit geval zit hij het Comité voor.

HOOFDSTUK II.

Van de paritaire Commissie van advies bij het Regelingscomité van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Artikel 8.-

Bij het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten wordt een paritaire Commissie van advies opgericht.

De Commissie beraadslaagt en dient de Minister van Justitie van advies over de kwesties betreffende de materiële belangen en de beroepsbelangen van de leden der gerechtelijke politie.

Elk geschil nopens de bevoegdheid tussen het Regelingscomité en de commissie wordt door de Minister van Justitie beslec

Artikel 9.-

De Commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter door de Minister van Justitie aangewezen onder de magistraten van het Hof of van het Parket van verbreking;

2° zes bijzitters, van wie er drie worden gekozen door het regelingscomité onder zijn leden en drie door de Nationale Federatie der leden van de gerechtelijke politie bij de parketten, te weten een hoofdcommissaris, een officier-commissaris en een eerstaanwezend gerechtelijk inspecteur of een gerechtelijk inspecteur; hun mandaat duurt twee jaar;het kan hernieuwd worden;

3° een secretaris aangewezen door de Minister van Justitie;

4° een plaatsvervangend voorzitter, aangewezen zoals bepaald in 1°, en plaatsvervangende leden, aangewezen op dezelfde wijze en voor dezelfde duur als bepaald in 2°.

Artikel 10.-

De Commissie legt aan de Minister van Justitie de agenda van haar vergaderingen voor. De Minister stelt de agenda vast en draagt aan de voorzitter de zorg over, de datum van de vergaderingen te bepalen.

De adviezen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen uitgebracht. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen. De voorzitter en de secretaris zijn niet stemgerechtigd.

Over de beraadslagingen wordt een proces-verbaal opgemaakt, waarvan een exemplaar aan de Minister wordt overgelegd. In het proces-verbaal wordt melding gemaakt van het aantal stemmen, die voor of tegen elk voorstel zijn uitgebracht.

De door de Minister genomen beslissingen worden ter kennis van de Commissie gebracht. Wanneer de Minister het met het advies niet eens is, geeft hij de redenen hiervan te kennen.

.../...

Artikel 11.-

De Commissie kan van het bestuur alle documentatie bekomen, die het onderzoek van de op de agenda geplaatste zaken kan vergemakkelijken.

HOOFDSTUK III.

Gemeenschappelijke bepaling.

Artikel 12.-

De leden van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten en van de paritaire Commissie van advies bij het Regelingscomité hebben op geen bezoldiging recht; zij ontvangen de normale reis- en verblijfsvergoedingen.

Artikel 13.-

Het koninklijk besluit van 26 September 1927 houdende oprichting van een Comité tot regeling van de gerechtelijke politie der parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 Mei 1929 en 2 December 1938, wordt opgeheven.

Artikel 14.-

De Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Justitie,

L.362/I

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs: J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren: voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat
G. HOLOYE, raadsheren van State

H. PIERLOT, assesseurs de la section de législation
E. VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,